

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2017 Entre espoirs et tensions

L'économie en 2017, notamment au second semestre, semble marquer une amélioration par rapport au rythme fortement ralenti de 2016, et être ainsi sortie de la période aigüe de la crise du nickel. L'indicateur du climat des affaires, tiré précisément par des niveaux de production miniers et métallurgiques records, retrouve ainsi en fin d'année le niveau de début 2015.

L'investissement des entreprises, jusqu'alors globalement morose, connaît un net rebond en fin d'année sous l'effet de plusieurs déblocages de crédits importants, et rejoint une conjoncture toujours dynamique de l'investissement immobilier des ménages.

L'année 2017 reste néanmoins globalement une année d'activité ralentie. L'investissement des entreprises ne se redresse qu'en fin d'année. La consommation des ménages, principale source de croissance pour une partie importante de l'économie, stagne par rapport à une année 2016 peu favorable. À l'inverse des services en progression, l'industrie, le BTP, et le commerce dans une moindre mesure, continuent à perdre de l'emploi salarié, même si pour certains de ces secteurs la confiance des entrepreneurs se redresse (commerce, BTP). Enfin, outre le secteur minier, les professionnels du tourisme affichent de bons résultats avec une fréquentation touristique record.

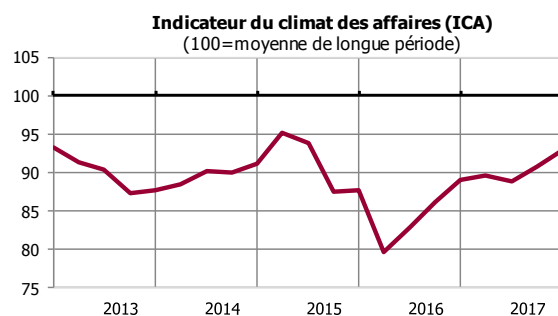
Les résultats d'activité, pour certains encourageants, ne doivent cependant pas faire oublier les tensions sur l'économie calédonienne qui se sont accentuées en 2017. L'emploi salarié a en effet globalement stagné, grâce à une progression de 2,6 % de l'emploi public, face à une population active en croissance. Les recettes fiscales ont marqué un retournement à la baisse inédit en 2017 (-2,8 %), tandis que les déséquilibres cumulés des comptes sociaux se détérioraient, et que l'endettement des collectivités territoriales continuait de progresser à un rythme élevé (+12,3 % en encours de fin d'année).

Les perspectives favorables, à ce jour, pour les cours du nickel et le rebond de l'investissement en fin d'année devront être mises en regard en 2018 des effets pénalisants que ces tensions pourraient avoir sur l'économie.

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MOINS DÉFAVORABLE

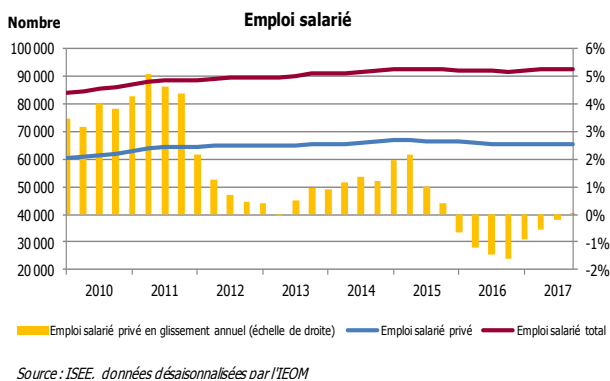
Le regain de confiance se confirme

Après s'être infléchi en début d'année, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse pour atteindre 92,9 points en fin d'année, soit le niveau de début 2015 avant la crise du nickel. L'ICA reste cependant toujours inférieur à sa moyenne de longue période, traduisant le ralentissement de l'économie calédonienne depuis 2012. La remontée de l'ICA est soutenue par des perspectives d'investissement en hausse sensible en fin d'année ainsi que par des anticipations d'emploi, de délais de paiement et de trésorerie moins défavorables.



Le marché de l'emploi sous tension

Le nombre d'emplois salariés augmente légèrement avec 92 160 salariés en 2017 (+0,4 % en moyenne annuelle, soit 409 salariés de plus qu'en 2016). Seul le secteur public continue de créer des emplois (+2,6 % en moyenne annuelle, soit 680 emplois), grâce à l'ouverture du Médipôle, la création de nouvelles filières d'enseignement supérieur et l'arrivée de renforts (policiers, gendarmes) de sécurité. Cette hausse compense la diminution des effectifs salariés du secteur privé (-0,4 %, soit 272 emplois) qui affecte en particulier le secteur de la construction et de l'industrie manufacturière, en lien avec les efforts de rationalisation des coûts des usines métallurgiques. Les emplois du secteur privé perdus en 2016 n'ont pas été retrouvés en 2017, mais l'emploi salarié privé se stabilise.

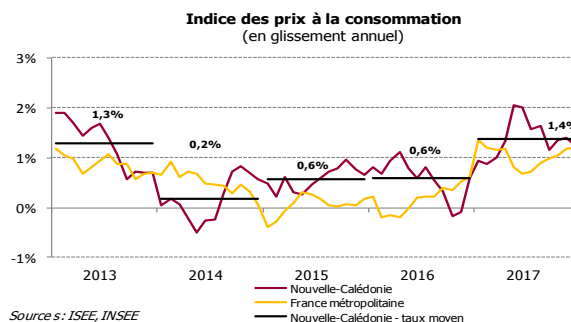


Dans un contexte de croissance de la population active, la relative stabilité des emplois salariés ne peut qu'entraîner des tensions sur le marché du travail, même si ces dernières ne sont pas directement visibles au travers des statistiques disponibles. Les offres d'emplois ont toujours davantage de difficulté à être pourvues et le stock moyen d'offres actives en fin de mois s'accroît (+12,8 %). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue par rapport à 2016 (-2,9 % en moyenne annuelle) malgré la hausse du nombre de licenciements économiques (+12,3 %). Ainsi la baisse des demandeurs d'emploi traduit sans doute davantage un découragement progressif face aux difficultés rencontrées sur le marché du travail.

L'inflation s'accroît tout en restant modérée

L'inflation est en hausse en 2017. L'indice des prix progresse en moyenne annuelle de 1,4 %, contre 0,6 % ces deux dernières années, retrouvant un niveau comparable à celui de 2013. Cette hausse est légèrement supérieure à celle observée en France métropolitaine (1,0 %).

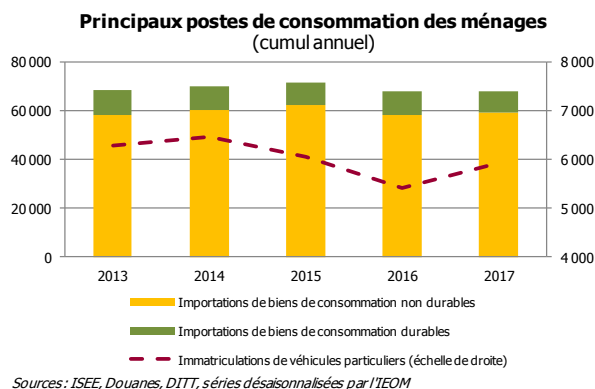
Cette tendance s'explique principalement par la remontée des prix de l'énergie (+3,8 %), due à la conjoncture internationale, tandis que les prix à la consommation des services progressent de 1,1 % et ceux des produits alimentaires et manufacturés de 0,8 %.



La consommation des ménages toujours hésitante

La confiance des commerçants s'améliore en 2017 après s'être effondrée en 2015-2016. Les entrepreneurs du secteur font état d'une activité de moins en moins dégradée tout au long de l'année 2017 ainsi que d'une moindre détérioration de leur trésorerie et des délais de paiement en fin d'année.

La consommation des ménages semble être restée stable en 2017 par rapport à 2016. La diminution des importations des biens de consommation durables (-5,8 %) est compensée par la progression des importations de biens de consommation non durables (+1,3 %), notamment alimentaires (+3,4 %). Les immatriculations de véhicules particuliers rebondissent en 2017 (+9,3 %), après deux années consécutives de fortes baisses. Cependant, la diminution de la Taxe de solidarité sur les services (TSS) collectée de 1,7 % sur l'année 2017 signale un manque de dynamisme de la consommation de services. Les crédits courants des ménages (hors logement) restent toujours stables.



Les ménages privilégient l'investissement et l'épargne

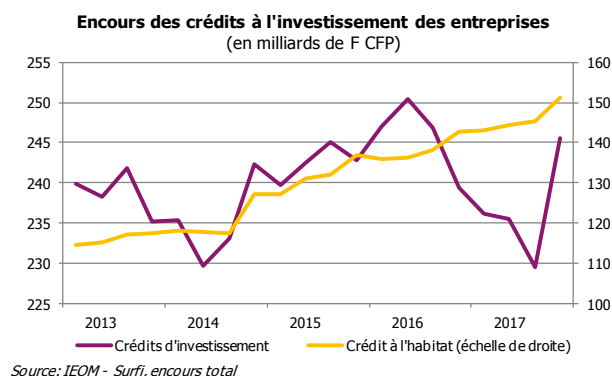
La situation financière des ménages est globalement saine. Le nombre d'interdits bancaires diminue en 2017 pour concerner environ 6 300 personnes en fin d'année, contre 7 000 début 2016. Les actifs bancaires globaux des ménages progressent lentement (+1,6 %), mais leur épargne à long terme croît un peu plus rapidement (+2,6 %).

L'investissement des ménages a connu une nouvelle année de conjoncture favorable en 2017. Particulièrement dynamique depuis 2015, les encours des crédits à l'habitat continuent de s'accroître de 5,1 % en 2017, toujours soutenus par le dispositif local de défiscalisation des logements intermédiaires et des taux de plus en plus faibles (proches de 2 % en fin d'année). Le rythme s'est accéléré au cours du quatrième trimestre 2017, avec un accroissement record du montant des encours de crédits à l'habitat des ménages auprès du système bancaire local de 10 milliards de F CFP.

Rebond de l'investissement des entreprises en fin d'année

Les importations de biens d'investissement, en recul de 4,5 % en 2017, n'ont jamais été aussi faibles depuis le démarrage de la construction des nouvelles usines, en dépit d'une reprise des immatriculations de véhicules utilitaires, qui progressent pour la première fois depuis 2010 (+5,6 %). L'encours global des crédits à l'investissement croît légèrement en 2017 en glissement annuel (+2,6 %), malgré une baisse lors des trois premiers trimestres 2017, compensée par une forte hausse au dernier trimestre. Des débloquages de crédits importants ont en effet eu lieu en fin d'année dans différents secteurs (transport aérien, transport urbain, hypermarché, structures de santé).

En effet, les intentions d'investir des entrepreneurs, orientées à la baisse au premier semestre, se redressent nettement ensuite, dépassant en fin d'année leur moyenne de longue période pour la première fois depuis 2015. Les crédits à la construction des entreprises restent dynamiques en 2017 (+5,8 %), portés par la promotion immobilière avec le démarrage notamment d'opérations de grande envergure dans le quartier de Nouville.



Le déficit commercial se réduit

Les échanges commerciaux avec l'extérieur augmentent en 2017. Les importations progressent de 2,5 % (+6,4 milliards de F CFP) après une forte baisse en 2016. Cette hausse est portée par l'accroissement en valeur des importations des produits minéraux et chimiques en lien avec la remontée des cours des matières premières (+16,5 % et +5,2 % en valeur). Parallèlement, les exportations progressent de 8,5 % en valeur (+12 milliards de F CFP), reflétant le fort dynamisme de la filière nickel, soutenu par une meilleure valorisation du minerai expédié. L'année 2017 est de nouveau une année record pour les exportations de métal et de minerai de nickel (+8,2 % en valeur et +3,9 % en volume pour les produits métallurgiques y compris cobalt, +16,2 % en valeur et +11,4 % en volume pour le minerai). Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations calédoniennes s'établit à 59,6 % (+4,0 points).

Tension des finances publiques

Les recettes fiscales enregistrent une baisse inédite de 2,8 % en 2017 (-5,4 % pour les recettes du budget de répartition qui détermine les dotations aux collectivités). Cette réduction s'explique notamment par un niveau de plus en plus élevé de dépenses fiscales (36 milliards de F CFP), les hausses des abattements et les exonérations d'impôts générant de moindres revenus fiscaux. Parallèlement, le rythme d'accroissement de l'endettement des collectivités locales reste élevé en 2017 (+13 % en glissement annuel). Par ailleurs, la situation du financement des régimes sociaux accroît ses déséquilibres cumulés, avec un déficit 2017 du RUAMM estimé à 4,5 milliards de F CFP, en réduction néanmoins par rapport à 2016.

DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Une nouvelle année record pour l'industrie du nickel

Dans un contexte de cours toujours relativement bas, les cours du nickel remontent progressivement depuis le deuxième semestre 2017 pour atteindre 5,3 \$/lb fin décembre 2017 (+8,5 % en moyenne sur l'année par rapport à 2016). Les perspectives semblent s'éclaircir, notamment sous l'effet de stocks stables et de l'anticipation de meilleurs débouchés à moyen terme, issus de la demande chinoise et de la croissance du marché des véhicules électriques.

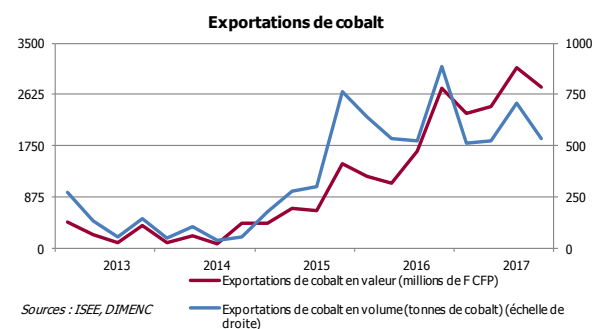
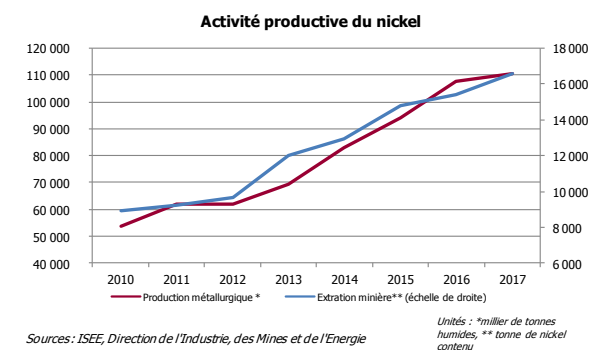
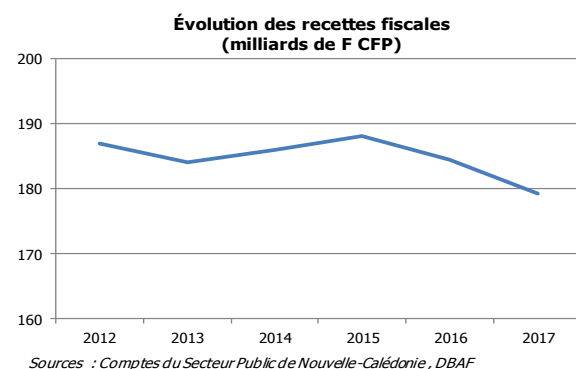
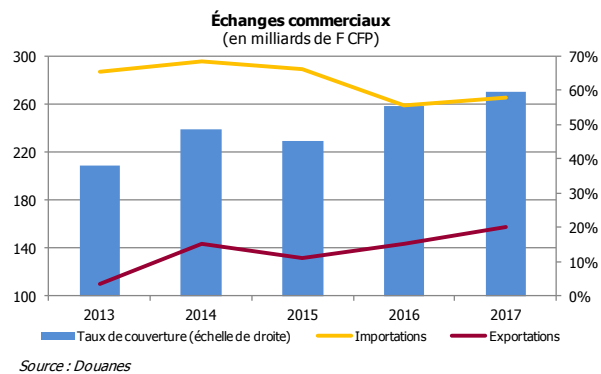
L'extraction de minerai de nickel continue de progresser en 2017 (+7,3 % en volume). Le minerai de nickel est destiné en grande partie aux usines locales (60,8 %) et le reste aux exportations (39,2 %), lesquelles augmentent en volume (+11,4 %) et en valeur (+16,4 %).

Portée par la poursuite de la montée en charge des nouvelles usines avec en décembre la première coulée du four n° 2 de l'usine de KNS, la production métallurgique continue de s'accroître à un rythme toutefois moins soutenu qu'au cours des deux années précédentes (+2,9 %, après +14,4 % en 2016).

Néanmoins, les programmes de maîtrise des coûts font que ces bons résultats s'accompagnent d'effets d'entraînement au mieux limités, et notamment d'une poursuite de la réduction d'emplois dans la métallurgie.

Flambée du cours du cobalt

La production de cobalt, coproduit de l'usine du sud, s'affiche en net recul en 2017 (-9,0 %), après avoir fortement augmenté en 2015 et 2016. De même, les exportations, qui représentent 7 % des exportations calédoniennes en 2017, diminuent en volume (-12,0 %) mais s'accroissent fortement en valeur (+62,7 %), reflétant la forte hausse du cours du cobalt qui a plus que doublé en un an. Cette croissance du cours du cobalt s'explique par l'anticipation d'un essor rapide du marché des batteries de véhicules électriques d'ici quelques années.

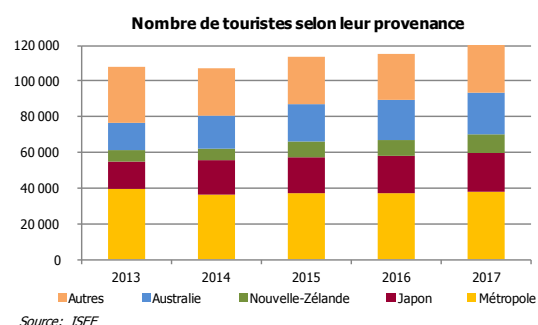


Le secteur du BTP moins inquiet

Le secteur BTP continue à perdre de l'emploi salarié (-133 emplois en moyenne entre 2016 et 2017). Néanmoins, les entrepreneurs du secteur du BTP interrogés par l'IEOM font état d'un volume d'activité mieux orienté qu'en 2016, retrouvant sa moyenne de longue période en fin d'année. Les investissements déclenchés en fin d'année participent sans doute à ce regain de confiance.

Bonne année pour le tourisme

La fréquentation touristique atteint un nouveau record avec 120 700 touristes (+4,3 %, soit 5 021 touristes supplémentaires), soutenu par la progression de la fréquentation des touristes néozélandais (+12,2 %) et australiens (+3,9 %), alors que le territoire s'apprête à s'ouvrir aux touristes chinois, conformément à sa stratégie de développement touristique. Parallèlement, le tourisme de croisière recule légèrement avec 493 300 croisiéristes (-3,2 % en 2017, après +14,7 %), après avoir atteint un niveau record l'an dernier.



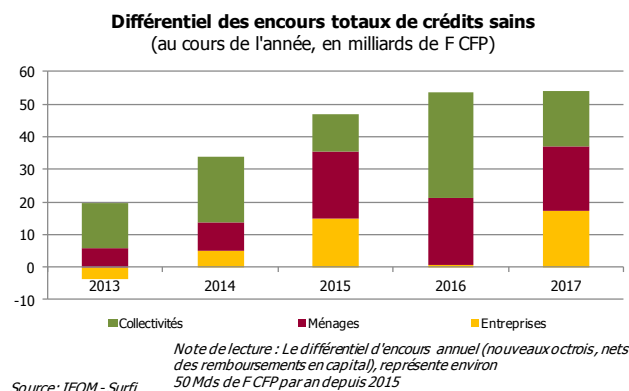
L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE BIEN ORIENTÉE

La collecte d'épargne ralentit

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques calédoniens progresse de 0,8 % au cours de l'année 2017, pour un encours total de 795 milliards de F CFP. La collecte nette d'épargne s'établit à 6 milliards de F CFP sur l'année, pour moitié sous forme de placements locaux. L'encours des placements hors zone d'émission (contrats d'assurance-vie essentiellement, mais aussi livret A) progresse à 158 milliards de F CFP (soit 20 % de l'encours collecté localement). Les dépôts collectés localement ne couvrent structurellement pas les octrois de crédits, et le solde emplois/ressources s'est dégradé de 21 milliards de F CFP (+12,8 %).

Les encours de crédits portés par les crédits à l'habitat et aux collectivités

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne dépasse, depuis fin 2014, le seuil de 1 000 milliards de F CFP. Il progresse de 4,5 % en 2017, soit 54 milliards de F CFP de différentiel d'encours par rapport à fin 2016. Les établissements de crédit locaux y contribuent à hauteur des deux tiers. L'encours sain des crédits aux entreprises accélère sa progression (+3,6 %, après +0,2 % l'année précédente) tandis que celle des crédits aux ménages se maintient (+4,3 %, après +4,6 %). Le financement des collectivités locales continue de progresser (l'encours sain s'est accru de 12,3 % en 2017, après +30,7 % en 2016). En quatre ans, l'encours des crédits aux collectivités a doublé, ces dernières recourant désormais davantage à l'emprunt pour financer leurs investissements.



Par type de financement, les crédits à l'habitat et à la construction progressent de +5,3 % (après +5,5 % en 2016), la demande étant toujours soutenue par le dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire mis en place localement. L'encours des crédits d'investissement destinés aux entreprises s'accroît (+2,6 %), de même que celui des crédits aux investissements des collectivités locales (+11,0 %, après +30,9 % en 2016), principalement porté par des établissements installés hors territoire.

La sinistralité reste relativement stable

La qualité du portefeuille des établissements de crédit se dégrade légèrement, avec une hausse de l'encours des créances douteuses brutes (+3,6 % sur un an). Cette progression, moins rapide que celle de l'encours brut total (+4,8 %), n'impacte pas le taux de créances douteuses, qui s'établit à 2,8 % fin décembre 2017. Celui des seuls établissements locaux augmente légèrement, à 3,2 % (+0,1 point sur l'année).

Le produit net bancaire cumulé des quatre banques de la place progresse peu (+0,2 %), l'augmentation des commissions (+4,6 %) permettant d'amoindrir la baisse des intérêts nets perçus (-2,8 %). Les frais généraux progressent (+2,9 %), qu'il s'agisse des frais de personnel ou des services extérieurs. À 51,8 % (+1,5 point), le coefficient d'exploitation reste cependant maîtrisé. Le résultat net consolidé des quatre banques locales progresse de 5,1 %, dépassant à nouveau le seuil de 8 milliards de F CFP. La baisse sensible du coût du risque est atténuée par la progression de l'impôt sur les bénéfices, pour partie lié au plafonnement des frais de siège.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Jean-David NAUDET – Responsable de la rédaction : Matthieu MORANDO – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1968-6277